

United Nations
**ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCIL**

Nations Unies
**CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL**

RESTRICTED
E/CN.1/W.54
2 June 1949
FRENCH
ORIGINAL : ENGLISH

MASTER FILE

COMMISSION DES QUESTIONS ECONOMIQUES ET DE L'EMPLOI

Quatrième session

COMITE D'ORGANISATION

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA TROISIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le mercredi 11 mai 1949, à 15 heures.

<u>Président :</u>	M. J.J. DEUTSCH	Canada
<u>Membres :</u>	* M. V.P. SMOLJAR	République socialiste soviétique de Biélorussie
	* M. S. POLLACK	Canada
	M. L. HO	Chine
	* M. P. de SEYNES	France
	M. R.L. HALL	Royaume-Uni
	M. I. LUBIN	Etats-Unis d'Amérique
	M. A.P. MOROZOV	Union des Républiques socialistes soviétiques
<u>Secrétariat :</u>	M. D.V. VARIEY	Secrétaire
	M. H.E. CAUSTIN	Directeur adjoint de la Division de la stabilité et du développement économiques

Le PRESIDENT attire l'attention sur le document E/CN. 1/W.49 qui contient ses suggestions au sujet de l'ordre des questions à examiner par le Comité. Ce document ne donne pas de liste des propositions présentées, mais indique les rubriques appropriées sous lesquelles les membres pourront discuter de leurs propositions. Le document E/CN.1/W.50 préparé par le Secrétariat et le document E/CN.1/W.48 qui est la note remise par M. Morozov (URSS) ont également été distribués.

* Représentants suppléants

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que le document qu'il a présenté (E/CN.1/W.48) ne contient pas de propositions visant à la révision du mandat de la Commission et de ses Sous-Commissions. Si l'on envisage une révision de cet ordre, il faudra exposer les objectifs principaux que poursuivent les Sous-Commission et la Commission afin de mettre en application l'article 55 de la Charte. La Commission doit présenter au Conseil des recommandations ayant trait au développement économique, notamment au développement sans aucune discrimination du commerce extérieur. Elle n'a pas fait de grands efforts pour soumettre au Conseil des recommandations relatives au problème fondamental du développement des relations économiques entre les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. La Commission doit également formuler des recommandations au sujet du relèvement des pays dévastés par la guerre.

Le PRESIDENT déclare que le Comité devrait passer à l'examen des propositions dans l'ordre proposé dans le document E/CN.1/W.49.

M. HALL (Royaume-Uni) est opposé à la procédure proposée selon laquelle le Comité doit étudier uniquement les propositions formelles dont il est saisi. Le document qu'il a présenté (E/CN.1/W.42) contient diverses suggestions concernant la possibilité de réorganiser ou de remplacer la Commission. Si le Comité ne peut étudier que des propositions formelles, il soumettra formellement sa proposition, en se réservant le droit de la retirer.

Le mandat de la Commission comporte deux points : donner des avis au Conseil économique et social et préparer des études destinées au Conseil. La Commission n'a pas d'existence indépendante, et jusqu'à présent, elle n'a pas accompli de travaux originaux ou constructifs. M. Hall émet deux suggestions : 1. On pourrait utiliser davantage le Secrétariat pour les travaux de caractère technique et faire appel à des experts qui disposent de plus de temps. La Commission ne se réunit qu'une fois par an et il y a une tendance à n'envoyer à cette session que des représentants suppléants; il est donc difficile de faire un travail approfondi. Il en conclut que la Commission devrait admettre qu'elle n'est pas capable de s'acquitter de sa tâche. 2. Il est possible de combler d'une autre façon la lacune qui existerait dans le mécanisme de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétariat pourrait présenter ses vues au Conseil économique et social et il semble d'ailleurs que le Conseil préfère cette méthode; en effet, il s'est déjà adressé au Secrétaire général pour obtenir un rapport alors qu'il aurait dû le demander à la Commission. La formule suggérée par le Royaume-Uni tendrait à confier une responsabilité plus grande au Comité économique du Conseil. Une autre solution envisagée dans la note soumise par le Canada

(E/CN.1/W.47) vise à établir des rapports plus étroits entre la Commission et le Conseil.

L'avantage que présenterait la coordination des travaux de la Commission avec ceux du Comité économique serait que la Commission se réunirait en même temps que le Conseil. Toutefois, si le Comité estime cette proposition trop catégorique, il devrait examiner attentivement la proposition du Canada.

Il y a contradiction dans le mandat de la Commission, du fait qu'elle ne peut se réunir qu'une fois par an et qu'elle est ainsi incapable de s'acquitter de la tâche qui lui est confiée.

M. SMOLIAR (République socialiste soviétique de Biélorussie) déclare qu'après deux séances, il n'est pas encore certain que M. Hall (Royaume-Uni) propose de supprimer la Commission : la délégation du Royaume-Uni présente-t-elle une proposition dans ce sens ?

Le PRESIDENT déclare qu'en l'absence d'observations touchant la suppression de la Commission, il suppose que tous les membres du Comité sont d'accord pour que la Commission soit maintenue. Le Comité peut commencer l'examen de l'alinéa b) du paragraphe 1. du document E/CN.1/W.49, relatif au sort des Sous-Commissions.

M. HO (Chine) déclare qu'en raison des difficultés qu'a présentées leur organisation, il a été impossible aux Sous-Commissions de fonctionner. Il appuie donc la proposition du Canada tendant à les supprimer et à confier leurs fonctions au Secrétariat.

M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) déclare qu'aucune des deux Sous-Commissions n'a fourni une aide assez importante à la Commission pour justifier les dépenses faites et le temps perdu. Il estime que si les fonds avaient été utilisés par le Secrétariat qui, avec l'aide d'experts, aurait entrepris des travaux sur des sujets proposés par la Commission, on aurait obtenu de meilleurs résultats.

Les Sous-Commissions ne sont que prétextes à exprimer des opinions politiques ou des vues idéologiques, et il est douteux qu'il puisse jamais en être autrement. L'existence de la Commission se justifie, du fait que le Conseil économique et social a un ordre du jour chargé. La Commission peut se réunir avant les sessions du Conseil et adresser à ce dernier des recommandations. On préviendrait ainsi une modification de la Commission. M. Lubin propose que pendant une période d'essai, la Commission fonctionne en tant que groupe technique, avec l'aide du Secrétariat et de groupes spéciaux d'experts et qu'à ce titre elle adresse des recommandations au Conseil.

Répondant à une question de M. SMOLIAR (République socialiste soviétique de Biélorussie), M. Lubin (Etats-Unis d'Amérique) déclare que les comités d'experts seraient nommés par le Secrétaire général sur les instructions de la Commission des questions économiques et de l'emploi.

Répondant à une question de M. HO (Chine), M. Lubin (Etats-Unis d'Amérique) précise que les comités d'experts pourraient être composés soit de membres du Secrétariat, soit de membres des comités spéciaux.

M. HALL (Royaume-Uni) appuie la proposition du représentant des Etats-Unis.

M. SMOLIAR (République socialiste soviétique de Biélorussie) fait observer qu'en supprimant les deux Sous-Commissions, la Commission se dessaisirait d'une partie des attributions et des droits que lui avait confiés le Conseil économique et social. Les Sous-Commissions sont des organes de travail de la Commission. Il y a une différence entre les Sous-Commissions qui sont composées d'experts et les groupes d'experts en question. Les Sous-Commissions se composent d'experts qui sont nommés conformément au principe de la répartition géographique et avec l'approbation des Gouvernements intéressés. Au contraire, les groupes d'experts, dont le représentant des Etats-Unis propose la constitution, se composeraient peut-être d'experts venant d'un ou deux pays seulement et qui ne représenteraient pas leurs Gouvernements. Il faut sans doute chercher la raison de cette proposition dans le fait que la Sous-Commission a énoncé des principes ou proposé des mesures qui ont déplu à certains pays. Par exemple, la Sous-Commission du développement économique a conclu à sa deuxième session que, dans beaucoup de pays, l'indépendance politique serait essentielle au développement économique. Cette affirmation n'a pas été du goût de tout le monde; pourtant il importait de la faire pour indiquer la voie du développement économique. La délégation de la RSS de Biélorussie s'opposera à la suppression des Sous-Commissions, qui sont en mesure de rendre service à la Commission et au Conseil en formulant les principes de la coopération économique.

M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) nie qu'aucun pays ait obéi à des mobiles d'ordre politique en exprimant le désir de supprimer les Sous-Commissions. Il prie le représentant de la RSS de Biélorussie de préciser les services que, selon lui, les Sous-Commissions auraient rendus. Les Sous-Commissions diffèrent des groupes d'experts dont la constitution est envisagée, en ce sens que certains membres des Sous-Commissions n'avaient pas le courage de suivre une politique qui n'aurait pas recueilli l'approbation de leur Gouvernement. Ces membres là n'étaient donc plus des experts. Les

membres des groupes d'experts dont la constitution est envisagée seraient libres d'exprimer leurs opinions; la Commission ferait appel à eux, au moment voulu, à propos de problèmes déterminés relevant de domaines bien définis.

M. POLLOCK (Canada) est partisan de la suppression des Sous-Commissions, parce que les groupes d'experts seraient d'une utilisation plus souple. Les Gouvernements des États Membres pourraient toujours exprimer leurs idées politiques au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale. La proposition du Canada tend à permettre à la Commission de fournir un meilleur travail et de rendre plus de services au Conseil et à l'Assemblée générale.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que la proposition tendant à supprimer les Sous-Commissions, proposition à laquelle il est opposé, doit être rapprochée de l'ensemble des recommandations relatives à la réorganisation de la Commission, qui tendent au fond à restreindre la compétence de la Commission et à en faire un organisme secondaire. On invoque, entre autres raisons, le fait que les recommandations faites subissent au cours des débats de telles modifications qu'elles deviennent méconnaissables pour leurs auteurs eux-mêmes. S'il en est ainsi, c'est que certains organes, principalement la Sous-Commission du développement économique, refusent de se laisser imposer la volonté de quelques-uns de leurs membres. La proposition du Canada tend à affaiblir l'autorité de la Commission et à en faire un organisme secondaire, qui pourrait à peine justifier son existence si cette proposition était acceptée.

M. de SEYNES (France) se déclare d'accord avec le représentant des États-Unis, à cette réserve près que les débats devront éclairer les détails de la proposition. M. de Seynes proteste contre la manière de procéder des représentants de l'URSS et de la RSS de Biélorussie et contre la dialectique dont ils font usage, qui est moyenageuse et n'est pas à sa place dans les débats de l'Organisation des Nations Unies.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) constate que le représentant de la France n'aime pas que l'on se réfère aux documents, mais qu'il n'avance pour sa part aucun argument. M. Morozov ne sait pas ce que l'on entend par dialectique moyenageuse. Il estime qu'il faut discuter le fond de la proposition au lieu de se borner à exprimer son mécontentement à propos des déclarations de tel ou tel membre du Comité.

Le PRESIDENT invite ceux des membres de la Commission qui assistent à la séance sans être membres du Comité, à exposer leur point de vue.

M. de SELLERS (Belgique) se déclare partisan de la suppression des Sous-Commissions. A examiner les rapports des Sous-Commissions, on constate qu'elles n'ont pas effectué de travail satisfaisant et n'ont pas rendu véritablement service à la Commission ni au Conseil économique et social. La Commission elle-même n'a pas fait oeuvre fort utile. M. de Selliers estime qu'un groupe d'économistes d'opinions si radicalement différentes ne peut pas exécuter la tâche qui a été confiée aux Sous-Commissions. Des connaissances théoriques sur le développement et la stabilité économiques ne sont pas nécessaires; il faudra plutôt s'attacher à l'avenir à accomplir un travail pratique, dans le domaine de l'assistance technique par exemple.

M. WILSON (Australie) déclare qu'au moment de leur création les deux Sous-Commissions étaient destinées à fonctionner d'une manière toute différente. On pensait alors que les Sous-Commissions tiendraient deux ou trois sessions par an et que leurs membres resteraient en contact par correspondance entre les sessions. Il n'en a rien été et les Sous-Commissions se sont bornées à tenir une session par an. Lors de la dernière session de la Commission, de nombreux membres ont exprimé le désir d'avoir connaissance des prochains travaux des Sous-Commissions avant de prendre une décision. Il apparaît aujourd'hui que l'organisation actuelle des Sous-Commissions ne leur permet pas d'exécuter le travail qu'on attend d'elles; M. Wilson ne voit qu'une solution, celle qui consiste à faire exécuter le travail par le Secrétariat et par des groupes d'experts. Les Sous-Commissions ont été conçues sous une forme différente de celle qu'elles ont prise depuis; leur suppression n'impliquerait aucun jugement défavorable à l'égard de leurs membres.

Le PRESIDENT déclare que les membres du Comité semblent être d'accord pour recommander à la Commission de supprimer les deux Sous-Commissions et qu'ils envisagent de partager leur travail entre le Secrétariat et des groupes d'experts choisis par le Secrétaire général pour leur seule compétence technique.

Le Comité décide de mettre aux voix la déclaration que vient de faire le Président.

Par 5 voix contre 2, sans abstention, cette déclaration est approuvée.

La séance est levée à 17 heures 25.